



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Eric PENSO

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - ZAC Port Marianne-République - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de Programme des Équipements Publics (PEP) - Approbation du projet de convention tripartite

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier a lancé en 2008 la création d'une zone d'aménagement concerté dénommée ZAC Port Marianne – République, pour un projet de quartier à vocation principale d'habitation sur une emprise d'environ 21 hectares (secteur principal autour de la Lironde et secteur Cavalade), situé à Port Marianne, dans l'est de Montpellier, dans la continuité des quartiers Jacques Cœur, Parc Marianne et Rive gauche.

L'objectif de cette opération d'aménagement est de réaliser environ 200 000 m² de surface de plancher à terme, avec environ 1800 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements abordables), 30 000 m² de bureaux / services, ainsi que 10 000 m² de surfaces commerciales. Il est prévu la construction de plusieurs équipements publics de proximité.

Le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – République transmis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier sollicite donc l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics relevant de ses compétences (principalement des voiries, espaces publics, mobilier urbain, éclairage, et réseaux divers), à réaliser dans cette ZAC et présenté dans la notice et le tableau joints en annexe.

Cette demande porte sur :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Les équipements publics relevant des compétences de la Métropole seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement République qui lui a été confiée, à l'exception des équipements relatifs aux voiries primaires de Port Marianne réalisés hors ZAC par la SERM dans le cadre de la concession Parc Marianne, mais financés pour partie par la ZAC Port Marianne - République.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Un projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur précise les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole.

Les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis dans le cadre de cette opération n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création étant pris en charge par la ZAC.

Il convient de noter que la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 1 800 logements de la ZAC et les 40 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

De plus, la mise en œuvre de la ZAC Port Marianne - République permettra d'améliorer la situation hydraulique du bassin versant de la Lironde, par l'agrandissement du bassin de rétention hydraulique existant. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé dans la Lironde, en considération de l'augmentation du volume de rétention du bassin situé au sud de la ZAC République.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- donner un avis favorable sur le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - République ;
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des équipements de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie qui seront réalisés ;
- approuver le principe du financement de ces équipements ;
- approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur qui précisera les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-66298A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1_Programme des équipements publics.pdf
- Annexe 2_Modalités prévisionnelle MPF.pdf
- Annexe 3_Convention tripartite.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.